

18 Mars 2010 - En Éthiopie, les trafiquants d'êtres humains et les passeurs utilisent la Coupe du monde à venir pour faire croire à leurs victimes que les perspectives d'emploi sont excellentes en Afrique du Sud, selon un rapport du gouvernement intitulé *Illegal Migration: Causes, Consequences and Solutions to human trafficking and smuggling in Ethiopia* [Migration illégale : causes, conséquences et solutions face à la traite et au trafic d'êtres humains en Éthiopie].

Chaque année, entre 20 000 et 25 000 Éthiopiens sont emmenés dans d'autres pays, estime le rapport, publié en janvier. La traite et le trafic d'êtres humains en provenance de la Somalie brasse chaque année jusqu'à 40 millions de dollars, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dans les grandes villes, les trafiquants travaillent en groupes organisés de 8 à 25 personnes.

« Les trafiquants d'êtres humains ont plusieurs trucs, notamment celui de faire croire que l'Afrique du Sud a créé des emplois », a dit Zenebu Tadesse, ministre d'État pour le Travail et les Affaires sociales.

Lors d'une conférence nationale sur la traite et le trafic d'êtres humains, elle a dit que le gouvernement avait l'intention d'adopter des mesures pour en finir avec ces problèmes, notamment en rapatriant des milliers d'Éthiopiens qui ont été emmenés à l'extérieur de leur pays et en protégeant les droits de ceux qui vivent dans d'autres pays.

Jusqu'à présent, a-t-elle ajouté, 2 000 Éthiopiens ont été rapatriés de la Tanzanie, du Yémen, de la Lybie et d'autres pays du Golfe grâce au soutien de l'OIM, du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres parties prenantes.

Certains trafiquants et passeurs ont également été traduits en justice. « La police éthiopienne a récemment arrêté huit trafiquants et passeurs et les a condamné à cinq à 12 ans d'emprisonnement », a indiqué Moni Mengesha, chef du département de la police fédérale éthiopienne chargé des affaires de traite d'êtres humains et de drogues illégales.

Plein sud

Alemu (nom d'emprunt), un homme d'affaire de 27 ans, est parti pour l'Afrique du Sud en 2009. Il a fini dans un camp de migrants au Malawi.

« Un soir, j'ai assisté à l'une des réunions d'information secrètes organisées par des passeurs à Hosaina [à 400 kilomètres au sud de la capitale, Addis Abeba] », a-t-il dit. « Cette nuit-là, j'ai décidé de vendre tout ce que je possédais, de fermer ma petite boutique et de partir pour l'Afrique du Sud ».

Alemu a voyagé au sein d'un groupe de huit personnes. « Le passeur nous avait dit que le voyage entre l'Éthiopie et l'Afrique du Sud serait très facile », a-t-il ajouté. « [Mais] l'un d'entre nous est mort de faim parce nous avons passé quatre jours sans nourriture et un autre a été

abattu [de manière présumée] par la police près de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie ».

En août 2009, le groupe a été arrêté par la police malawite près de la rivière Songwe et emmené au camp de réfugiés de Dazleka, à Dowa, à environ 25 kilomètres au nord de la capitale du Malawi, Lilongwe.

Le camp [de Dazleka] est l'un de ceux qui accueille le plus grand nombre de réfugiés en provenance de l'Éthiopie, de la Somalie, de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda et du Burundi. Lorsqu'IRIN s'y est rendu, en septembre 2009, il hébergeait environ 400 Éthiopiens.

« Ça m'a pris presque un an pour me rendre au Malawi », a dit à IRIN Alemu, à Songwe. « À Addis, le passeur nous avait dit que nous atteindrions facilement l'Afrique du Sud, mais nous avons été emprisonnés en Tanzanie pendant trois mois. Nous avons dû payer chacun 1 200 dollars. Nous avons été trompés ».

« Je ne peux pas rallier l'Afrique du Sud maintenant. Je n'ai plus rien... rien du tout ! Je veux rentrer chez moi. On nous traite comme des terroristes parce que nous volons le maïs et le sucre des fermiers malawites ».

« Semer la pagaille »

« Nous sommes préoccupés par la présence des réfugiés éthiopiens et somaliens », a dit à IRIN un habitant local. « Il s'adonnent au vol et au brigandage. Nous voulons que le gouvernement agisse pour les empêcher de voler ce qui nous appartient et de semer la pagaille ici ».

Le 6 août 2009, le ministre de la Sécurité, Aaron Sangala, a dit au quotidien malawite The Nation : « On m'a dit qu'ils [les Éthiopiens] allaient chez les gens en groupe de 50 pour terroriser les Malawites. À notre avis, ce sont des réfugiés économiques qui utilisent le Malawi comme point de transit. Nous ne pouvons pas tolérer qu'on abuse ainsi de notre hospitalité ».

« Les ramener chez eux n'est peut-être pas la seule solution », a indiqué Temesgen Zewde, un député de l'opposition en Éthiopie.

Un autre chef de l'opposition, Wondimu Idsa, a dit au Parlement : « C'est aussi pour des raisons politiques que de nombreuses personnes, incluant des députés, des journalistes et des médecins, quittent l'Éthiopie ». Le gouvernement a démenti ses affirmations.

Selon Teshome Tadese, conseiller spécial du président de la région du Sud, d'où partent de nombreux migrants : « Il n'y a aucun problème politique dans notre région. Notre région est très stable et ce n'est que dans l'espoir de trouver de meilleurs emplois et de meilleures perspectives que ces citoyens quittent le pays ».

Le chef de mission de l'OIM en Éthiopie, Josiah Ogina, est du même avis. Il a exhorté l'Éthiopie

à ratifier et à mettre en œuvre le protocole des Nations Unies afin de prévenir, d'éradiquer et de punir la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

« Nous avons mené des recherches sur des jeunes qui vivent dans la région d'Amhara et qui risquent éventuellement de migrer vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud », a-t-il dit à IRIN. « Ils nous ont dit que leur principal problème était le chômage et non pas la politique ».

Source: CRIN